



# SITES SEVESO : LES PROFITS CONTRE LA SECURITE

Jeudi 26 septembre un incendie s'est déclaré dans l'usine Lubrizol de Rouen, classifiée SEVESO seuil haut. Cet accident industriel cause une pollution majeure dans toute la région de Rouen, impactant même Lille, à 250km. Nous exprimons toute notre solidarité avec les salarié.e.s et les habitant.e.s concerné.e.s, hélas dans cette affaire, les manquements du patronat et de l'état sont flagrants<sup>1</sup>. Ce drame nous rappelle également le danger que représente notre usine, classifiée elle aussi SEVESO seuil haut.

Or nous ne pouvons que nous inquiéter alors que nous constatons l'irresponsabilité grandissante de la direction. Elle ne respecte pas ses engagements visant au respect de la directive européenne sur les sites SEVESO. En 2018, dans ce cadre, ST s'engage sur un service médical ouvert 24h/24, tou.te.s les salarié.e.s peuvent constater les nombreuses fermetures du service médical. Cette garantie correspondant simplement à une contrainte légale<sup>2</sup>, ce manquement est d'autant plus grave.

Le recours massif à la sous-traitance et aux contrats précaires pose également question, les accidents se multiplient comme le 24 mai lorsque le camion d'un intervenant extérieur a pris feu à proximité de cuves chimiques.

Au niveau national, les ordonnances Macron ont entraîné la disparition des 2 CHSCT de notre site, diminuant drastiquement les moyens de contrôle des salarié.e.s sur leur santé et la sécurité de celui-ci. Nous l'avons dénoncé dès 2018 auprès des politiques, des riverains et des médias<sup>3</sup>, depuis nous constatons une baisse significative de nos capacités à intervenir sur ces sujets, nous mettant toutes et tous en danger.

Les gouvernements successifs ont également réduit drastiquement les moyens de contrôles des sites industriels. Les budgets et les effectifs des DREAL (directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement) ont fondu. Le nombre de contrôles a ainsi lui aussi chuté.

La CGT demande à la direction de garantir l'ouverture du service médical en permanence, la fin de la précarité pour les intervenants sur nos installations critiques. Nous revendiquons également le retour des CHSCT et le renforcement des DREAL, service public essentiel à notre sécurité et notre environnement.

## ODEURS ET DGI

Suite à 3 occurrences d'odeurs suspectes dans la salle blanche du B2 et face à l'inaction de la direction. Vos élu.e.s CGT ont décidé de déclarer un danger grave et imminent (DGI). La direction a désapprouvé notre action mais force est de constater que cette action a déclenché l'achat de 2 canisters permettant d'analyser l'air ambiant et la construction d'un nouveau process (encore en cours). Il devrait permettre aux salarié.e.s de quitter la zone dès qu'une odeur se présente, sans attendre de consigne.

Nous dénonçons toutefois l'obstruction pratiquée par la direction à cette occasion.

<sup>1</sup> <http://cgt-76.fr/incendie-a-lubrizol/>

<sup>2</sup> <http://www.inrs.fr/demarche/services-sante-travail/infirmier-sante-travail.html>

<sup>3</sup> <https://www.placegrenet.fr/2018/05/28/cgt-sinquiete-securite-site-seveso-de-stmicroelectronics-a-crolles/191520/>